

Jean Castex dévoile le plan d'urgence de l'Etat pour le Val-d'Oise et le Triangle de Gonesse

Denis Cosnard

Au programme : une cité scolaire, une annexe du marché de Rungis et une maison d'arrêt

Jean Castex l'avait érigé en principe en novembre 2020 : « *C'est le rôle de l'Etat d'aller vers des endroits où il y a le plus de difficultés* », avait déclaré le premier ministre, en promettant un plan pour le Val-d'Oise. Cinq mois et demi plus tard, le gouvernement a arrêté ses décisions pour ce département de banlieue, au nord-ouest de Paris. Au programme du plan dévoilé vendredi 7 mai par le premier ministre : la création d'une grande cité scolaire dans le Triangle de Gonesse et l'implantation, ailleurs dans le département, d'une maison d'arrêt, d'une administration encore à définir, ainsi que d'une annexe du marché de Rungis.

Tout est parti de la décision prise par Emmanuel Macron, en novembre 2019, de renoncer au mégacomplexe de commerces et de loisirs EuropaCity. Vivement contesté, ce projet de 3 milliards d'euros, porté par Auchan et par le chinois Wanda, était devenu un symbole de la suppression des terres agricoles au profit de grands chantiers inutiles. Le président de la République l'a finalement jugé « *dépassé* » et l'a abandonné. De même, il a stoppé, en février, le projet controversé d'extension de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, dans le Val-d'Oise également. Depuis, l'avenir du département 95 restait en suspens, et les élus de tout bord appelaient l'Etat à soutenir cette banlieue avec un plan spécifique, comme pour la Seine-Saint-Denis. « *Avant la crise, l'est du département était déjà touché par un fort taux de chômage (20 %) et [par] un taux de pauvreté élevé (25 %)*, explique Zivka Park, députée La République en marche du Val-d'Oise. *Avec le Covid-19, [le département] a été l'un des plus frappés par la crise sanitaire et sociale. Oui, notre territoire doit faire l'objet d'un plan d'urgence.* »

110 hectares en partie urbanisés

Mais quel plan ? Plusieurs visions s'opposaient, au sujet du Triangle de Gonesse en particulier. Pour les uns, la priorité consiste à protéger ces terres fertiles et à développer des projets de maraîchage et de transformation des produits agricoles afin de limiter la dépendance alimentaire de l'Ile-de-France. Dans cette vision (celle des écologistes et de La France insoumise), l'Etat doit renoncer à la gare de métro prévue sur place, qui ne peut que détruire une partie des terres, et qui a perdu de son utilité avec l'abandon d'EuropaCity.

Pour d'autres, comme la présidente (Libres !) de la région, Valérie Pécresse, le Val-d'Oise a besoin avant tout de nouvelles activités économiques et de transports en commun modernes, même s'il convient de préserver une grande partie des terres agricoles. C'est cette option qui l'a emporté.

Les 110 hectares du fameux Triangle de Gonesse vont être en partie urbanisés. A la place d'EuropaCity, le gouvernement a décidé d'implanter un grand pôle éducatif, avec un collège de 600 élèves et un lycée international pouvant en accueillir 1 600, notamment pour des formations à l'hôtellerie-restauration et à l'agriculture. « *Le Val-d'Oise est le département le plus jeune de France, celui où l'on crée le plus de classes chaque année* », argumente la députée Zivka Park.

De même, la gare Triangle-de-Gonesse verra bien le jour, ainsi que l'ensemble de la ligne de métro 17, qui doit relier, en 2030, le nord de la capitale au Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), fait-on savoir à Matignon. « *Le gouvernement ne souhaite pas rouvrir le débat sur la ligne 17 et son tracé, alors qu'un tunnelier est déjà en train de creuser le futur métro* », explique un conseiller du premier ministre. Avec la future cité scolaire et les autres projets, « *la gare se justifie pleinement* », tranche un autre. « *C'est une aberration, s'exclame au contraire le député Les Nouveaux Démocrates Aurélien Taché. Cette gare aurait pu être construite ailleurs, afin de sanctuariser les terres agricoles.* »

Autre projet-clé : l'implantation d'une annexe du marché de gros de Rungis. Dans un rapport remis à Matignon en décembre 2020, le préfet du Val-d'Oise avait déjà évoqué un tel projet, qui représenterait « *un investissement de 600 millions d'euros* », avec un potentiel de « *2 000 à 5 000 emplois* ». Sa

localisation précise n'est toutefois pas arrêtée. « *Ce sera dans l'est du Val-d'Oise, mais pas dans le Triangle, car la société gestionnaire de Rungis n'a aucune envie de se retrouver au milieu d'une zone à défendre [ZAD] [ni] accusée de tous les maux* », relate un élu.

Si nombre d'élus locaux applaudissent déjà le plan Castex et les centaines de millions d'euros qui doivent l'accompagner, l'urbanisation d'un Triangle devenu symbolique risque en effet de susciter des oppositions. En février, une poignée de militants avait déjà occupé le Triangle de Gonesse pendant dix-sept jours pour protester contre toute artificialisation des sols, avant d'être évacuée par la police. « *Notre plan est totalement dans la ligne du projet de loi climat, se défend Matignon. L'artificialisation des terres sera limitée, les divers projets auront un lien avec l'agriculture, et nous porterons une attention particulière à la qualité environnementale des bâtiments.* » Pour les militants de gauche, il sera en outre plus délicat de critiquer une cité scolaire qu'un centre commercial. Le feuillet de Gonesse n'en est sans doute pas moins fini pour autant.